

Le parti catholique et la genèse du "nationalisme" luxembourgeois

Le texte qui va suivre est un extrait du livre de D. Spizzo qui vient d'être présenté par l'auteur dans l'article qui précède. C'est en fait une version abrégée du dernier chapitre du livre, nous avons notamment laissé de côté la plupart des citations et toutes les notes. Le titre et les intertitres ont été ajoutés par la rédaction.

Le parti catholique, au début des années 1930, commença à consacrer une grande partie de ses forces à la consolidation de l'intégration verticale entre État et société civile. Les tendances autoritaires commencèrent même à apparaître en son sein.

Dans la période de crise qui débuta à la fin des années 1920 et qui déboucha directement sur la Seconde Guerre mondiale, le problème "national" luxembourgeois allait se poser d'une façon particulièrement dramatique. (...)

Nous tenterons de montrer comment l'interpénétration progressive entre institutions et société civile, qui eut lieu au Grand-Duché au cours des trente premières années du XXe siècle, conduisit en partie à l'idéologisation des comportements "nationaux" des citoyens luxembourgeois. En outre, nous tenterons de mettre en évidence de quelle façon la situation de pouvoir, étroitement liée au type d'État existant au Grand-Duché, réussit à porter au premier rang de l'échelle des valeurs toute la communauté politique, tout le groupe national. Enfin, nous essaierons d'expliquer de quelle façon l'État moderne luxembourgeois (malgré ses dimensions très réduites) devint cette entité politique qui réussit - dans une phase exceptionnelle de son histoire - à obtenir de ses citoyens la fidélité suprême à la nation, pour en arriver même, comme nous allons le voir, à exiger de la part de ses citoyens certains "sacrifices" pour se défendre d'un ennemi commun: le nazisme.

Le premier pas vers un renforcement du lien entre citoyens et institutions fut réalisé grâce à l'introduction du suffrage universel en 1919. Cela favorisa évidemment l'intégration verticale entre État et société, et l'identification entre gouvernants et gouvernés, qui constitue la base de tout processus de *nation building*. Les citoyens commençaient ainsi, à travers leur participation politique, à avoir le sentiment de faire partie de l'État luxembourgeois.

Avec l'élargissement du droit de vote à toute la population, les élites catholiques réussirent à conquérir la majorité absolue au sein du Parlement. Les catholiques allaient rester au pouvoir (à l'exception du gouvernement de Pierre Prüm, en 1925) jusqu'au moment où le pays fut envahi par les forces nazies. Selon nous, ces longues années de pouvoir firent de cette force politique une pièce maîtresse de l'État. C'est justement pour cela que nous concentrerons notre attention sur l'oeuvre de certains représentants de ce parti durant la période de crise des années 1930.

La nouvelle base de légitimation de l'État luxembourgeois était loin d'avoir instauré un équilibre à l'intérieur du système politique luxembourgeois. La situation socio-économique continua à être dramatique dans l'immédiat après-guerre. En 1921 eut lieu une grève générale qui allait causer pas mal de souci aux hommes politiques. En effet, il y eut à cette époque plusieurs luttes entre syndicats et patronat, si bien qu'à l'intérieur de la société civile commencèrent à faire leur chemin des divergences qui faillirent détériorer les rapports entre gouvernants et gouvernés.

Après une reprise économique, vers le milieu des années 1920, au cours de laquelle la production luxembourgeoise atteignit des niveaux records, ce qui entraînera un bien-être notable (et contribua beaucoup à rapprocher les Luxembourgeois de leur État), la situation allait s'aggraver à nouveau lors de la crise de 1929. Aux difficultés d'ordre économique s'en ajouta une autre, dont l'origine se trouvait dans le domaine international: l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933 allait contribuer à détériorer l'ensemble du contexte géopolitique dans lequel se trouvait le Luxembourg.

Le message fondamentalise de J.-B. Esch

Selon nous, c'est justement pour faire face à cette situation exceptionnelle que le parti catholique, au début des années 1930, commença à consacrer une grande partie de ses forces à la consolidation de l'intégration verticale entre État et société civile. Certains représentants du parti catholique, Lucien Blau les appelle les *fundamentalistes*, ne sachant pas encore de quoi était capable le nationalisme en Allemagne, subirent l'attrait d'un parti fort comme l'était le parti nazi. Les tendances autoritaires commencèrent même à apparaître en son sein.

L'abbé Jean-Baptiste Esch, l'idéologue du parti catholique de cette période, voyait d'un bon oeil l'arrivée d'un homme fort au pouvoir en Allemagne. Animé d'un anticommunisme viscéral, l'abbé Esch manifesta toute sa sympathie pour cet homme politique qui aspirait à un "pouvoir fort, au parti et au syndicat unique". L'idée d'une "communauté ethnique" comme base de l'État ne lui déplaisait pas. Afin de créer un État fort, corporatiste avec la collaboration des classes sociales, Esch était favorable à l'introduction d'un parti unique au Luxembourg, mais ce parti devait évidemment être chrétien (catholique):

"Eine christliche Partei müßte den Staat völlig auf christliche Grundlagen bringen und alles unchristliche unterdrücken. Erst in diesem Rahmen wäre Partei, Rede- und Pressefreiheit erlaubt."

(...) Il est difficile de dire jusqu'à quel point les idées d'Esch influencèrent la conduite politique du P.D. (i.e. le parti de la droite, la *réd.*), étant donné qu'il n'y a pas d'étude précise à cet égard. De toute façon, les critiques lancées par l'opposition socialiste et communiste contre les tendances autoritaires et anti-démocratiques présentes à l'intérieur de P.D. n'étaient pas sans fondement. À cet égard, il suffit de penser à ce qui advint au Grand-Duché en 1937.

Il faut bien admettre que l'esprit "fondamentaliste" de certains représentants du parti catholique étaient à l'origine de la convocation, voulue en 1937 par le président de Conseil Bech, d'un référendum sur l'introduction d'une loi qui allait donner au parti catholique, en cas de victoire, d'amples pouvoirs en ce qui concerne la dissolution de certains partis. Les catholiques ne réussirent cependant pas à faire passer cette loi (la "Maulkorbgesetz"), et cela grâce surtout à la vaste campagne de mobilisation lancée par l'opposition pour défendre la démocratie luxembourgeoise.

Le message "fondamentaliste" d'Esch fut désavoué après 1937, quand la majorité du P.D., après l'échec subi, décida de faire des compromis avec l'opposition socialiste. Même à l'intérieur du P.D., il y eut plusieurs hommes politiques qui ne souhaitaient pas instaurer ce régime fort que soutenait Esch. Les socialistes entrèrent au gouvernement. Le degré de mobilisation et d'insertion des citoyens dans le régime démocratique luxembourgeois, à travers la participation du parti socialiste (qui avait une forte base politique au sud du pays), parvint ainsi, dans les années qui précédèrent la guerre, à un niveau très élevé - un fait qui contribua à renforcer les liens entre les insti-

tutions (l'État) et la société civile, et à sauver la démocratie à l'intérieur de ce Pays.

Cependant, dans le processus de *nation building*, le saut qualitatif ne se fit pas seulement en fonction de l'augmentation de l'intégration verticale au Grand-Duché. Au début des années 1930 déjà, surtout en réaction à la menace nazie, une forte activité dans le domaine ethnoculturel commençait à faire son chemin, une activité qui en l'espace de quelques années allait trouver un vaste écho même à l'intérieur des institutions.

Le fondement ethno-culturel

Sur le plan de la culture politique, les principes idéologiques légitimants commençaient ainsi, comme nous le verrons, à ne plus être essentiellement "politiques" (comme en 1914-1919), mais à avoir une forte connotation ethno-culturelle.

Selon nous, ces valeurs et ces principes ethno-culturels furent appelés à l'aide par les élites au pouvoir pour faire face à une nouvelle situation internationale. D'outre-Moselle, l'ombre du nazisme, avec sa logique de "*Volksstum*", se faisait de plus en plus menaçant. Le Luxembourg ayant toujours été considéré comme une terre allemande, sur la base du "*Blut und Boden*", semblait être une victime toute désignée.

Ainsi, il n'est pas surprenant que certains hommes politiques luxembourgeois, surtout ceux du bloc catholique, commencèrent après 1936 à utiliser des res-

Albert Simon



sources symboliques de nature ethno-culturelle, capables de repousser les prétentions des pangermanistes. Sans vouloir embrasser dans toute sa complexité - ce qui serait impossible - le problème "national" luxembourgeois durant ces années, nous nous limiterons à tenter de comprendre le rôle joué essentiellement par le P.D.

En 1936, le parti catholique misait beaucoup sur un "*Christlichnationaler Staatsaufbau*". Esch, lui-même, était convaincu qu'il fallait changer le nom du P.D. en "*Christlich-Nationale Volkspartei*".

Confirmant leur fidélité à la monarchie constitutionnelle luxembourgeoise, plusieurs membres du parti commencèrent une campagne "nationaliste" dans les colonnes du *Wort*, le journal catholique qui jouissait d'une très large diffusion dans tout le pays. Il est difficile d'établir quel fut l'impact populaire de ces encarts. Ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, c'est que divers représentants de renom parmi les élites politiques et culturelles luxembourgeoises commencèrent à utiliser un langage politique assez neuf, un langage qui, selon nous, avait certains éléments en commun (il faut toutefois avancer prudemment sur ce terrain) avec celui des "nationalistes" d'extrême droite de la L.N. des années 1910 et avec les messages véhiculés par d'autres partis nationaux d'extrême droite dans les années 1930, comme le "*Nationaldemokratische Bewegung*" de Leo Muller.

Dans l'encart spécial du *Wort*, la "*Rundschau*", imprimé à l'occasion de l'anniversaire de la grande-duchesse Charlotte, Nicolas Margue, ministre (catholique) de l'éducation avant la Seconde Guerre mondiale, ne manquait pas d'insister sur le rôle de la dynastie comme facteur d'intégration nationale. Puis, faisant un discours ethno-historiciste, il insistait beaucoup sur l'importance qu'eut le démantèlement de 1839. Selon lui, l'exclusion de l'élément wallon avait notablement contribué à simplifier la prise de conscience ethno-nationale du peuple luxembourgeois: "(...) *die Ausscheidung des wallonischen Teils hat ein wirklich einheitliches Luxemburger Volk hinterlassen, das sich als solches selbst erkennen konnte.*"

Critiquant la tendance des Luxembourgeois à se définir de façon toujours négative, Margue affirmait que l'heure était finalement venue de défendre le "*Luxemburgertum*", l'âme du peuple luxembourgeois. Pour cette raison, il fallait faire les "sacrifices" que demandait la patrie. (...)

Le "nationalisme" luxembourgeois, s'il voulait être respecté dans le monde entier, devait inéluctablement porter ses sacrifices sur l'autel de la nation. Selon Margue, le peuple luxembourgeois n'avait pas encore démontré sa volonté de défendre l'indépendance du pays.

Margue savait parfaitement que ces "sacrifices" ne pouvaient être exigés qu'au nom d'idéaux supérieurs. Ces idéaux furent exaltés avec beaucoup d'emphasis par tous les intellectuels qui participèrent à la création des articles de cet encart "nationaliste" du *Luxemburger Wort*. (L'encart intitulé "*Rundschau*" changea de

nom en décembre 1938, et devint le "*Letzeburg: Blätter für nationales Leben* - Revue d'action nationale".)

C'était surtout la jeunesse catholique qui était très passionnée par la problématique nationale luxembourgeoise. Les diverses revues des mouvements de la jeunesse catholique de l'époque (notamment l'*Académie* et la *Jung Luxemburg*) étaient imprégnées - déjà bien avant 1936 - d'un langage "nationaliste", dans lequel dominaient l'anticommunisme, l'antimodernisme, une certaine passion pour l'autoritarisme des partis fascistes et nazi, la volonté de créer une "*Volksgemeinschaft*" qui mettrait fin au régime démocratique libéral, la volonté d'un retour à la terre etc.

Très probablement, les opinions des jeunes catholiques eurent quelque écho même dans la rédaction du *Luxemburger Wort*, surtout sur le directeur du journal, l'abbé Origer, qui avait un rôle clé à l'intérieur du parti catholique. Son influence était sûrement plus grande que celle d'Esch.

Le temps des sacrifices

Tous ces messages qui, bien que filtrés, provenaient de la base arrivèrent jusqu'aux élites politiques et culturelles du monde catholique (fortement intégrées dans l'État). L'année suivante, toujours à l'occasion de l'anniversaire de la grande-duchesse, Pierre Frieden, un intellectuel du parti catholique, réaffirma dans les colonnes du *Wort* la fidélité de tous les catholiques à la Couronne. Critiquant tous ceux qui estimaient que le Luxembourg n'était pas une nation, Frieden tenta de démontrer que le Grand-Duché, bien qu'étant une entité politique minuscule, pouvait être de toute façon considéré comme une vraie "*Staatsnation*", et même comme une "*Kulturnation*". (...)

L'idée de la nation luxembourgeoise (telle qu'elle se présente aux yeux de certains hommes politiques catholiques) n'est pas différente de l'idée de nation des autres États, même bien plus grands. La tendance à vouloir unir dans un seul corps l'État et la nation, à créer une société sans classes, à valoriser le mieux possible l'unité de la communauté politique, peut être vérifiée dans un grand nombre de "nationalismes".

Un autre trait commun avec tous les autres "nationalismes" est constitué par le recours simultané à diverses ressources symboliques qui proviennent soit de la sphère ethno-culturelle soit de la sphère politique. Dans le "nationalisme" catholique luxembourgeois des années 1930 confluèrent plusieurs variables présentes dans les divers "particularismes", "patriotismes", "protonationalismes" que nous avons eu l'occasion d'isoler dans l'histoire de cet État de l'Ancien Régime jusqu'en 1939: l'ancien et le nouveau particularisme, le protonationalisme libéral, le nationalisme/patriotisme dynastique, le nationalisme démocratique catholique, le nationalisme culturel/linguistique d'origine laïque ou catholique, et même le "nationalisme" d'extrême droite ("*Nationalunion*" et "*Nationaldemokratische Bewegung*"); tous participèrent au renforcement du sentiment national, au "nationalisme" luxembourgeois. Un "nationalisme" qui, entre 1914-1919 fut essentiellement politique et qui

**Divers
représentants
de renom
parmi les
élites
politiques et
culturelles
luxembour-
geoises
commencèrent
à utiliser un
langage
politique
assez neuf,
un langage
qui, selon
nous, avait
certains
éléments en
commun avec
celui des
"nationalistes"
d'extrême
droite.**

après 1930 devint même ethno-culturel. Une "nation" qui, après 1937, et c'est là l'aspect le plus intéressant de la question, put continuer à opérer dans un cadre politique démocratique-libéral. En effet, les idéologies fascistes (le nazisme et le rexisme avec leur conception politique autoritaire) ne réussirent pas à s'imposer au Luxembourg.

D'une certaine façon les élites politiques au pouvoir (catholiques, et même socialistes après 1937) allaient utiliser beaucoup de symboles du passé comme des ressources politico-symboliques pour valoriser l'idée de la "nation" luxembourgeoise, une "nation" menacée directement par le nazisme. Une telle valorisation, qui devait favoriser une identification forte entre les gouvernants et les gouvernés, ne pouvait pas être le produit d'une idéologie *ad hoc*.

Toutes les ressources symboliques nationales avaient un lien avec la réalité historique et avec la structure politique luxembourgeoise. Dans les années 1930, des centaines d'articles, d'études, d'écrits, tous centrés sur le problème de la défense de la nation luxembourgeoise et visant tous, d'une façon plus ou moins consciente, à mettre en évidence cette "congruence", furent publiés.

À dire vrai, il semblerait qu'aucun historien luxembourgeois contemporain se soit intéressé à analyser de près la problématique de l'idéologie nationale de l'État luxembourgeois des années 1910 aux années 1930. Cependant, nous sommes convaincus que ce fut surtout l'activité, déployée dans le domaine idéologique culturel, par le parti catholique, fortement intégré dans les structures étatiques, qui consolida un authentique "sentiment national" parmi la population et qui valorisa au maximum l'idée de la nation luxembourgeoise. Jusqu'à aujourd'hui, les recherches qui ont été faites pour expliquer la résistance de la population durant l'occupation nazie n'ont jamais établi le rôle joué par l'idéologie/culture politique de l'État dans la décennie qui précéda la Seconde Guerre mondiale. Mais il nous semble hors de doute que, dans cette période exceptionnelle définie par l'apparition de nazisme en Allemagne, le "sentiment national" luxembourgeois fut considérablement renforcé. Et cela bien avant que n'éclate la guerre.

Le saut qualitatif des années 1930

Nous ne sommes pas entièrement d'accord avec les historiens du Grand-Duché contemporains qui tendent à situer la date de naissance d'un "sentiment national" entre 1839 et 1859. Ceux-ci, bien qu'ayant abandonné la tentative de chercher les racines du "nationalisme" luxembourgeois dans les siècles les plus reculés de l'histoire, ont de toute façon maintenu, selon nous, la tendance de ne pas donner une signification forte et précise aux concepts de "sentiment national", "particularisme", "nationalisme", etc.

Même Gilbert Trausch, qui sans doute plus qu'aucun autre s'est occupé de la problématique nationale luxembourgeoise, utilise, selon nous, des concepts à certains égards trop abstraits lorsqu'il se réfère à la

façon dont est apparue la "nation" luxembourgeoise. Par exemple, dans deux de ses écrits au moins, nous avons pu retracer l'utilisation du concept "âme", qui se rapporte au sentiment national des Luxembourgeois. Commentant la façon dont fut créé l'État luxembourgeois en 1815, il écrivait dans un essai publié en 1980:

"L'État luxembourgeois n'existe que sur le papier, il faudrait donc l'étoffer, en lui donnant des institutions et surtout lui insuffler une âme, c'est-à-dire un sentiment national."

Nous sommes convaincus que ce fut surtout l'activité, déployée dans le domaine idéologique culturel, par le parti catholique, fortement intégré dans les structures étatiques, qui consolida un authentique "sentiment national" parmi la population et qui valorisa au maximum l'idée de la nation luxembourgeoise. Jusqu'à aujourd'hui, les recherches qui ont été faites pour expliquer la résistance de la population durant l'occupation nazie n'ont jamais établi le rôle joué par l'idéologie/culture politique de l'État dans la décennie qui précéda la Seconde Guerre mondiale.

(...) Or, selon nous, en adoptant une telle approche, on risque de détourner l'attention sur des problèmes qui n'ont pas grand-chose à voir avec le "nationalisme moderne". Il nous semble que ce qui distingue les phénomènes "nationalistes" de ceux qui ne le sont pas est justement la volonté effective de défendre l'indépendance de sa propre nation jusqu'à la mort ou d'être disposé à faire de grands "sacrifices" pour un "idéal national". C'est pour cela que toute notre étude a eu comme point de départ le fait que de nombreux Luxembourgeois durant la dernière guerre (indépendamment de leur foi idéologique) décidèrent de sacrifier leur vie pour leur "nation" ou pour leur patrie. C'est pour cela également que nous considérons le Luxembourg comme un véritable "nation".

Au Grand-Duché, jusqu'à la fin des années 1910, une forte culture (idéologie) nationale n'était pas répandue ni parmi les élites ni, moins encore, parmi la population luxembourgeoise. Il n'existait pas un fort sentiment de solidarité nationale, et cela, selon nous, était dû essentiellement à la faiblesse de l'intégration verticale entre État et société civile. La "patrie" et la "nation" avaient, aux yeux des Luxembourgeois, une signification très faible, car elles étaient dépourvues d'un soutien idéologique politique et/ou culturel.

En 1911, comme l'avait très justement remarqué Nicolas Ries, les valeurs nationales n'étaient pas encore profondément ancrées dans la société grand-ducale.

Une "nation" qui, après 1937, et c'est là l'aspect le plus intéressant de la question, put continuer à opérer dans un cadre politique démocratique-libéral. En effet, les idéologies fascistes ne réussirent pas à s'imposer au Luxembourg.

Avant cette date, peu nombreuses étaient les personnes qui étaient disposées à mourir pour leur patrie. Les réactions de doute face à la possibilité de survie du Grand-Duché étaient très répandues dans la société luxembourgeoise. Et cela, en partie, même durant la crise de 1918-1919.

Selon nous, ce fut surtout grâce à l'activité déployée par le parti catholique luxembourgeois, à son "action politique" à l'intérieur d'un État moderne, que, à partir des années 1910, les valeurs nationales commencèrent à avoir un caractère concret, même pour les individus. Ces derniers devinrent conscients de la mission, du projet national, de l'unité de la communauté politique luxembourgeoise, justement parce qu'il y eut une ample activité dans le domaine idéologique, une activité à son tour produite par l'intégration verticale entre dominants et dominés. L'État luxembourgeois - surtout à travers son pilier de soutien, le parti catholique (allié aux libéraux jusqu'en 1938, puis aux socialistes après la coalition gouvernementale après 1937) - réussit à canaliser la fidélité suprême de ses citoyens.

Le saut qualitatif, qui eut lieu dans les années 1930, donna au "nationalisme" luxembourgeois, à côté de sa dimension politique des années 1910, même une forte dimension ethno-culturelle.

Les discours d'Emile Reuter de 1939, l'ex-président du Conseil et président de la Chambre, sont à cet égard significatifs. Si nous confrontons les arguments proposés par Reuter en 1918-1919 avec ceux de 1939, nous nous apercevons qu'il y a des différences substantielles, surtout en ce qui concerne sa nouvelle conception ethno-culturelle de la nation luxembourgeoise. Reuter s'adressa à la grande-duchesse en ces termes:

"Pendant que l'heureuse évolution décrite par Votre Altesse Royale s'accomplissait sur le terrain culturel et économique, l'âme luxembourgeoise, sortant d'une longue torpeur, prenait conscience de son individualité et se fortifiait à mesure qu'elle subissait l'épreuve du temps (...).

Nous sommes passionnément attachés à notre langue maternelle, à l'héritage de nos traditions et de nos moeurs, à nos libertés et à nos institutions. (...)"

En 1919, Reuter n'avait pas utilisé un tel langage pour défendre l'indépendance de son pays. Trop de choses avaient changé entretemps. Pour mobiliser la population en faveur de l'indépendance du Luxembourg face à la menace nazie, les hommes politiques luxembourgeois durent utiliser un langage totalement différent, un langage qui commençait à avoir, comme en témoignent les déclarations de Reuter, des accents quasi religieux, qui avaient même la force d'un credo. La fidélité nationale devait devenir une fidélité suprême. La nation, l'identité nationale indépendamment de la foi politique (catholique, socialiste, libérale, communiste etc.) des individus, devait être pla-

cée au premier rang de l'échelle des valeurs de tous les Luxembourgeois.

Cela a lieu surtout dans les moments de crise, quand l'État, en tant qu'"unité politique décisive" et souveraine, concentre autour de lui la possibilité de demander à ses citoyens la fidélité suprême. Dans le cas de certains "grands" nationalismes, l'État peut demander ouvertement et obtenir du peuple de mourir et de tuer l'"ennemi". Dans le cas des petits "nationalismes", comme celui du Luxembourg, les accents sont bien moins agressifs et violents, peut-être même pacifistes et internationalistes, même si quelque chose de "nationaliste" subsiste. En fait, même dans la conscience nationale de ce petit nationalisme se reflète, culturellement et/ou idéologiquement, comme l'écrit Albertini, "une situation de pouvoir qui a placé au plus haut niveau du pouvoir politique l'État, les actions humaines les plus importantes". La simple demande de "sacrifice", que l'on retrouve dans les déclarations de Margue, de Reuter et de Frieden, peut même signifier le droit - justifié à son tour par la justice et par le droit incarné par l'État - de combattre celui qui est l'ennemi de l'État. Donc, en considérant que l'État national peut demander à ses membres de faire certains "sacrifices", qui concernent de près la vie et la mort des individus (un problème essentiellement religieux), on peut comprendre en quoi consiste la **divinisation moderne de l'État**.

(...) Évidemment, le message ethno-culturel des années 1930 était bien plus puissant que celui des années 1910. Ses potentialités, en termes de mobilisation politique en faveur de la nation, sont bien plus grandes que le "nationalisme" politique des années 1910, vu qu'il visait à impliquer les bases les plus profondes de l'identité individuelle de l'ère contemporaine à travers une symbolique bien plus forte, capable de dégager les forces primitives de l'inconscient collectif.

Pour cette raison, nous sommes d'accord avec Frieden lorsqu'il situe le "Risorgimento luxembourgeois" en 1939. C'est le titre que Frieden avait donné à un de ses articles, qui parut dans le *Wort*. (...)

Selon Frieden, le sacrifice pour la nation devait devenir un impératif pour la grande majorité des Luxembourgeois. Nous concluons sur les affirmations de Frieden, qui de quelque façon annonçaient les sacrifices que la population luxembourgeoise allait faire durant la Seconde Guerre mondiale:

"Nous voulons que le peuple luxembourgeois s'habitue à l'idée que le privilège d'être une nation trouve sa contrepartie dans la nécessité du sacrifice. (...) Que chacun exécute à son tour le geste de l'arbre de la liberté; qu'il replonge ses racines bien avant dans la terre de la patrie et élève sa pensée et son cœur vers l'antique idéal du Luxembourg libre et humain."

Daniel Spizzo